

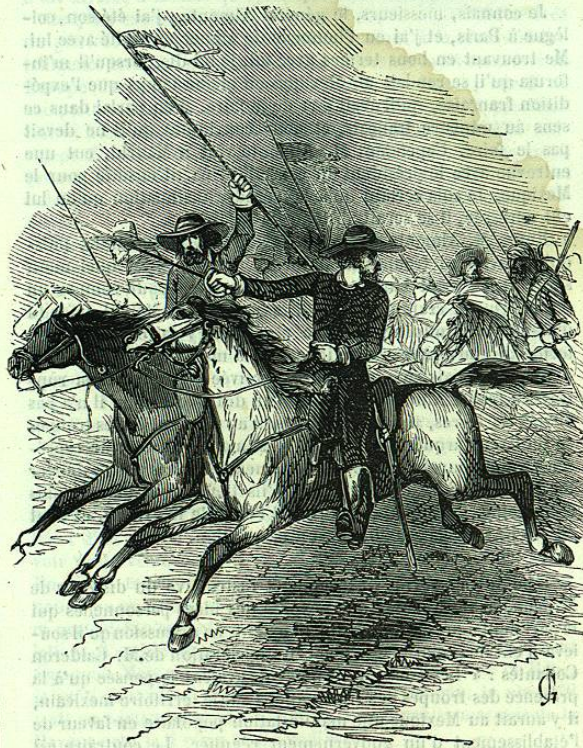
ture de la session législative, contenait seulement ces mots sur la question mexicaine :

« Des expéditions en Chine, en Cochinchine et au Mexique, prouvent qu'il n'y a pas de contrées si lointaines où une atteinte portée à l'honneur de la France demeure impunie. »

L'exposé de la situation de l'empire, distribué le 12 janvier 1863, au Sénat et au Corps législatif, renfermait ce passage relativement au Mexique et aux républiques contiguës qui auraient pu se coaliser avec lui, et qui s'en étaient abstenues sagement.

#### MEXIQUE ET AMÉRIQUE DU SUD.

Le gouvernement de l'Empereur a eu occasion de s'expliquer, dans la dernière session, sur les causes de dissidences qui, au Mexique, avaient amené l'Angleterre et l'Espagne à se séparer de la France. Malgré les discussions récentes dont ces événements ont été l'objet dans les Chambres espagnoles, nous ne croyons pas devoir rentrer ici dans des détails déjà connus.



Attaque d'une guerrilla.

Sur tous les points, le gouvernement de l'Empereur maintient la manière de voir qu'il a exposée par l'organe des ministres de Sa Majesté devant le Sénat et le Corps législatif, en s'appuyant sur des documents diplomatiques. Il suffira donc, pour le moment, de rappeler que la retraite de nos alliés avait rendu nécessaire l'envoi de renforts considérables, puisque nous allions désormais poursuivre seuls une expédition commencée à trois. L'attente de ces renforts devait inévitablement entraîner des retards dans nos opérations; mais toutes les troupes parties de France ont actuellement rallié le corps expéditionnaire.

Pour assurer l'unité de direction, les pouvoirs diplomatiques et militaires ont été concentrés entre les mains du commandant en chef. La saison devenue favorable ôte toute inquiétude quant à l'état sanitaire de nos braves soldats, et va leur permettre de poursuivre énergiquement la guerre.

La question mexicaine est ainsi entrée dans une phase toute militaire, dont il n'y a qu'à attendre le dénouement. Le gouvernement se bornera donc à exprimer la confiance que l'expédition se terminera bientôt glorieusement pour notre drapeau, et que le moment n'est plus éloigné où le succès de nos armes as-

surera aux intérêts qui nous ont amenés au Mexique les garanties durables qu'ils réclament depuis si longtemps.

Nos relations, toujours aussi amicales avec le Brésil, avec le gouvernement d'Haïti, sont moins satisfaisantes avec quelques autres États de l'Amérique du Sud, qui montrent peu d'empressement à tenir compte de nos légitimes réclamations. C'est surtout au Venezuela que le gouvernement de l'Empereur a le regret de voir s'accumuler des plaintes dont l'examen équitable nous est toujours refusé. Mais nous constatons avec plaisir que nous avons rencontré de tout autres dispositions au Pérou et à Buenos-Ayres.

A Montevideo, la négociation, qui était depuis si longtemps pendante, a enfin abouti au règlement que nous poursuivons en commun avec la Grande-Bretagne. Le paiement de l'indemnité stipulée viendra soulager la misère d'un grand nombre de Français qui avaient eu à souffrir, dans l'Uruguay, de préjudices causés par des faits de guerre et qui en attendaient depuis de longues années la réparation.

Le cabinet de Lima, sous l'administration qui a précédé l'avènement à la présidence du général San-Roman, obéissant à des influences qui nous étaient hostiles, avait cherché à provoquer dans les républiques voisines des défiances contre notre expédition du Mexique. Nous ne pouvions attacher une grande importance à une agitation si peu justifiée; nous n'en avons pas moins remarqué avec plaisir l'attitude de plusieurs des États auxquels s'était adressé le gouvernement péruvien.

Le Guatemala, l'Equateur et la Confédération argentine ont témoigné, à cette occasion, d'un véritable sens politique, en se montrant indifférents aux appréhensions qu'on s'efforçait de leur inspirer et en déclinant les propositions qui leur étaient faites. Ces gouvernements ont prouvé par là qu'ils rendaient toute justice aux sentiments de bienveillance dont la France est animée à leur égard.

Des dispositions aussi favorables permettaient au corps expéditionnaire de prendre ses mesures en toute sécurité et de marcher prudemment vers son but avec la complète certitude de l'atteindre.

Le 1<sup>er</sup> janvier le général Douay se porta de San-Agostin-de-Palmar sur Quecholac et Tecamachalco, où il arriva sans tirer un coup de fusil. Dans les positions dont il s'empara, il devait trouver des vivres en abondance, non-seulement pour lui, mais pour toutes les forces qui seraient appelées à le rejoindre.

Le 2 janvier, la division Bazaine se mit en marche pour se réunir à la division Douay; par suite de ce mouvement de concentration, la brigade Bertier était, le 8 janvier, au village de Xalapasco, avec 3 bataillons d'infanterie, 2 sections d'artillerie, et une division du 12<sup>e</sup> chasseurs, et se reliait avec le général L'Hérillier, établi à San-Andrés.

En s'installant à Quecholac, à environ 65 kilomètres d'Orizaba, et à moitié chemin de cette dernière ville de Puebla, le général Douay gardait un embranchement important de la route; il fit occuper en outre sur la droite de Quecholac, la ville de Huamantla. On y trouva une population sympathique et très-favorable à l'intervention. Comme elle n'est qu'à 35 kilomètres de Puebla et qu'elle renferme des édifices publics nombreux et spacieux, elle devait être très-utile aux troupes. On reçut dans cette ville plusieurs députations, dont l'une présentait un intérêt tout particulier: c'était celle des Totonagues, nation autrefois aussi puissante que les Aztèques, et qui avait beaucoup aidé Fernand Cortez dans ses opérations contre Mexico. Les Totonagues d'aujourd'hui, quoique convertis au christianisme, ont conservé le culte de la déesse Tzintote, divinité protectrice des moissons, et il nous ont offert sous ses auspices, des fruits, des fleurs et des gerbes de maïs. Cette population habite, entre Tepeaca et le village de Zacatlan, un pays très-sain et très-riche. Il existe au Mexique un grand nombre de peuplades de ce genre, qui ont conservé leur vie propre et qui ne sont pas fondues dans le reste de la population. En général, elles nous montraient de la sympathie.

L'armée, en s'avancant, s'assurait des ressources considérables: Quecholac, Nopalucan, Huamantla, Tecamachalco, Acutzingo, los Reyes, Tepéaca, situées dans une région très-fertile, renfermaient des approvisionnements que les habitants, malgré l'ordre de Juarez, avaient refusé de détruire.

## CHAPITRE XXII

Le général Forey à Orizaba. — Une proclamation d'Almonte. — Le domaine de Santa-Anna. — Proclamation d'Almonte. — Évacuation de Tampico. — La canonnière la Lance. — Mouvement de concentration. — Panique des autorités mexicaines. — Échange de prisonniers.

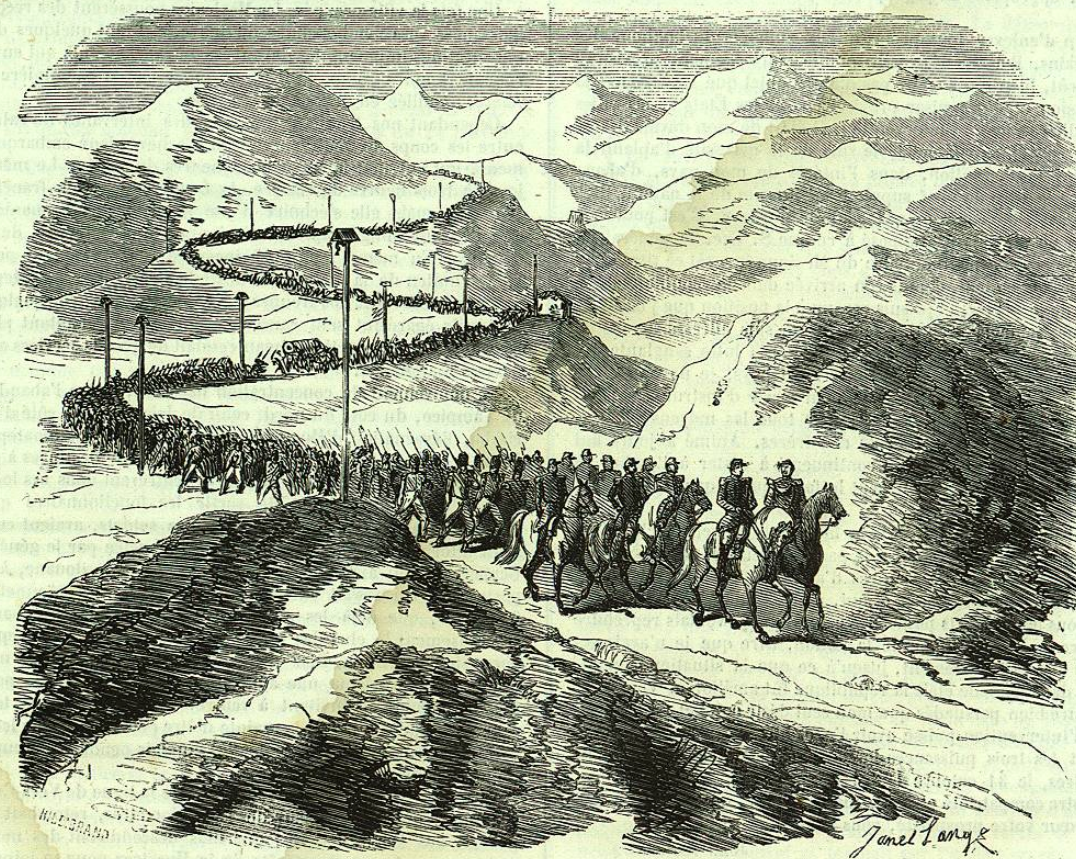
Le général Forey était resté à Orizaba, d'où il dirigeait tous les mouvements. Il y était placé de manière à ne perdre de vue ni les troupes qui marchaient en avant, ni celles qui venaient d'outre-mer. Il y était dans une sécurité aussi parfaite que s'il eût vécu sur une terre française. Les armées mexicaines n'avaient pas formé un seul instant le projet de débuisquer ces envahisseurs étrangers qui se cantonnaient à loisir

prétendait revendiquer à la faveur de l'expédition française.

Almonte était rentré dans une obscurité si complète, qu'il jugea à propos de réveiller l'attention en donnant signe de vie. Nous traduisons de l'espagnol la proclamation par laquelle il essaya de se rappeler au souvenir de ses compatriotes.

#### MEXICAINS!

Voici maintenant plus de huit mois que je vous ai annoncé, de Cordova, mon arrivée dans la république, et que je vous ai dit dans quel but je venais. Vous avez pu vous convaincre vous-mêmes, je n'en doute point, de la vérité de mes paroles, lorsque je vous ai affirmé que l'intervention européenne au Mexique n'avait point d'autre but que d'assurer l'indépendance, de mettre fin à la guerre civile et de contribuer à l'établisse-



Marche sur Puebla.

sur leur territoire. Elles semblaient dire aux Français: « Nous vous attendons derrière nos remparts avec toutes nos forces. » Et les Français semblaient répondre: « Nous irons vous chercher avec toutes les nôtres. »

Quelques représentants des anciens partis mexicains s'agitaient toujours autour du commandant en chef, mais il n'y prêtait aucune attention. Il demeura indifférent aux menées des émissaires de Santa-Anna, l'ex-dictateur du Mexique. Non content d'avoir encaissé des millions par suite de la cession de la Californie et du Nouveau-Mexique aux États-Unis, Santa-Anna songeait à revenir au Mexique afin de veiller à ses intérêts compromis. Avec les trésors que lui avaient valu les traités de Guadalupe et de la Mesilla, il avait acheté des propriétés immenses à Turbaco, dans la Nouvelle-Grenade. Ne pouvant l'atteindre pour lui faire rendre gorge, le gouvernement de Comonfort, en 1856, mit le séquestre sur un domaine considérable situé entre Jalapa et Vera-Cruz, mais complètement désert, que Santa-Anna avait acquis par les mêmes moyens que ceux de la Nouvelle-Grenade. On voulait y établir des colonies agricoles. C'était ce domaine que Santa-Anna

ment de l'ordre, de la moralité et d'un gouvernement solide, laissant aux Mexicains le choix de la forme qui peut mieux leur convenir.

Quelques-uns de mes concitoyens ont pensé que le mieux pour assurer l'exécution d'une aussi grande idée, était d'établir un gouvernement provisoire servant de centre commun à tous les Mexicains bien intentionnés, à quelque parti qu'ils appartenissent, qui pourraient désirer l'intervention. Dans ce but fut proclamé le plan de Cordova, qui fut plus tard secondé à Orizaba, Vera-Cruz, Alvarado, l'île de Carmen, et dans d'autres villes importantes.

Le général Galvez, avec sa brigade, s'attacha à la réalisation de ce plan, ainsi que le colonel Lopez avec son régiment, et l'armée mexicaine, le défenseur de la liberté, l'adopta également en venant se placer sous mes ordres, conduite par le général de division don Leonardo Marquez. Les généraux don Tomas Mejia, dans l'État de Queratero; don Manuel Lozada, dans celui de Jalisco; don Manuel Montano, dans celui de Puebla; don Felipe Jacón dans celui de Mexico; et enfin les chefs de guerrillas, colonel Galvan dans Milpa Alta; colonel



Navarrete dans la montagne de Las Cruces; colonel Ximenes dans le Rio Frio, et Camano, Ruiz, Jesus Ramirez Arguilles et Conne Gonzales.

Malheureusement, les ennemis irrécyclables du Mexique et de la France trouveront dans le plan de Cordova et dans l'établissement d'un gouvernement provisoire, un prétexte pour censurer la conduite de S. M. l'Empereur des Français, désirant faire croire que les troupes françaises étaient venues au Mexique, non pour donner aux Mexicains la liberté d'arranger leurs affaires comme ils l'entendraient, mais pour leur imposer par la force un gouvernement. C'est là un mensonge évident, puisqu'il a été déclaré dans le plan de Cordova, que dès que la capitale serait occupée, une assemblée nationale serait convoquée, qui, prenant en considération la déplorable situation du pays, déclarerait la forme de gouvernement la mieux appropriée au pays pour détruire les causes de l'anarchie.

Afin d'enlever tout prétexte aux ennemis du bonheur des Mexicains, il a été nécessaire que le gouvernement provisoire disparût, bien qu'il n'eût pas d'autre objet que d'empêcher la confusion et d'organiser provisoirement les États et les villes qui adhéraient à l'intervention. Il était de mon devoir désormais, convaincu comme je le suis de la nécessité d'aplanir la route à l'intervention, dans l'intérêt de mon pays, d'abandonner le titre de chef suprême *ad interim* de la nation, titre qui m'avait été conféré par le plan de Cordova. C'est pour cela que je ne me suis pas opposé à ce que S. Exc. le général en chef du corps expéditionnaire du Mexique ignorât ce titre.

Conséquemment, depuis son arrivée dans la république, j'ai cessé de le porter, et je suis revenu à la position que j'occupais lorsque, pour la première fois, je me suis adressé à vous de Cordova, pour vous dire qu'étranger à la lutte sanglante qui depuis tant d'années désolait notre beau pays, je ne venais pas pour exercer des vengeances ni pour servir d'instrument à aucun parti, mais pour coopérer par tous les moyens en mon pouvoir à la réconciliation de nos frères. Animé aujourd'hui des mêmes sentiments, je continuerai à rester à l'ombre de l'armée française, comme peut le faire quiconque a accepté et acceptera l'intervention.

J'ai jugé convenable de vous faire cette franche déclaration, afin que vous ne vous laissiez pas surprendre par les esprits remuants qui jugent les autres d'après leur propre perversité et leurs instincts égoïstes, et qui, dans ces derniers temps, ont fait tous leurs efforts pour faire croire que je voulais reprendre le titre de chef suprême de la nation, titre que je n'avais accepté que provisoirement, jusqu'à ce que la situation compliquée dans laquelle était la république fût améliorée. Vous pouvez être bien persuadés que mon seul désir a été et est toujours que l'intervention puisse avoir l'effet bienfaisant que se proposaient les trois puissances lorsqu'elles ont signé le traité de Londres, le 31 octobre 1861.

Votre compatriote et votre meilleur ami, qui désire de tout son cœur votre prospérité, vous l'assure.

JUAN ALMONTE.

Orizaba, 12 janvier 1863.

Ce manifeste acheva de décourager ceux qui auraient pu conserver quelque envie de s'autoriser du titre qu'avait pris Almonte. Le dernier acte fait au nom de ce président intérimaire fut une sommation adressée, le 27 janvier suivant, par un de ses anciens lieutenants à trois petites villes, Huichapam, Nopala et Zimapan. Fonseca, chef d'une section de la brigade d'Olivera, les requit impérieusement de se rendre et de lui payer des subsides; mais les milices locales résistèrent, et la sommation n'eut pas de suites.

Pour couvrir d'une forte escorte la grosse artillerie de siège qui s'avancait de la Vera-Cruz sur Puebla, il était nécessaire de concentrer les troupes, et l'abandon de Tampico fut décidé. Le 13 janvier, le 81<sup>e</sup> régiment de ligne dut quitter la ville pour se rendre à la barre du fleuve, située à huit kilomètres plus loin, et en dehors de laquelle étaient ancrés plusieurs navires chargés de ramener les troupes à la Vera-Cruz. Mille hommes étaient déjà à bord, lorsqu'un vent du nord assez violent interrompit l'opération du transbordement. Il fallut bivouaquer sur la plage, près d'un petit village composé d'une trentaine de *jacales* (huttes) habitées par des Indiens pêcheurs ou pilotes.

Pendant ce temps, huit mille Mexicains, commandés par

Juan de la Garza, occupaient la ville. Comme à Jalapa, à Tehuaca, à Huatusco, à San-Juan Coscomatepill, ils avaient hâte de sévir contre ceux des Mexicains sympathiques à l'intervention, qui avaient acclamé le drapeau français ou qui avaient accepté des emplois dans l'administration nouvelle. Les résidents français, malgré leur qualité d'étrangers, n'étaient pas sans quelques craintes; mais le vice-consul d'Espagne, don Ramon Obregon, leur ayant offert ses bons offices, s'interposa et obtint de Garza les promesses les plus rassurantes en faveur de nos compatriotes; en effet, ils ne furent pas molestés. Quant aux Mexicains compromis aux yeux du gouvernement fédéral, ils émigrèrent, au nombre d'environ cinq cents, sur des navires que le commandant français mit à leur disposition. D'autres furent immédiatement arrêtés; cinq furent livrés à une commission militaire, et exécutés après un semblant de procès.

Une fois la ville occupée, les Mexicains poussèrent des reconnaissances vers l'embouchure du fleuve, et firent quelques démonstrations impuissantes devant les retranchements qui environnaient notre camp, protégé en outre par la canonniers la *Lance*, mouillée en dedans de la barre.

Cependant nos troupes, profitant des intervalles de calme entre les coups de vent, parvinrent à achever leur embarquement, qui eut lieu le 21 à onze heures du matin. Le même jour, à trois heures de relevée, la *Lance* essayait de franchir la barre; mais elle s'échoua d'une si malheureuse manière que l'on fut obligé, après trois jours d'efforts inouïs, de la détruire. En même temps un incendie éclatait dans le petit village indien de la plage, et le brûlait tout entier. Les Mexicains en accusèrent nos troupes; mais il est à croire que quelque projectile égaré fut seul cause de ce malheur, d'autant plus regrettable que ce petit hameau rendait de grands services aux navires marchands.

Le mouvement de concentration nécessita, outre l'abandon de Tampico, du côté du nord, celui de Jalapa, et du côté d'Orizaba, l'évacuation d'Huatusco et de San-Juan Coscomatepill. Leur occupation isolait inutilement des forces destinées à un rôle plus actif. Les troupes de Juarez rentrèrent dans ces localités, d'où s'empresèrent de sortir les fonctionnaires qui, croyant être toujours protégés par nos soldats, avaient consenti à former la nouvelle municipalité décrétée par le général Bertier, ou qui avaient accepté des emplois à la douane, à la poste, etc. On voyait encore briller les dernières baïonnettes françaises, que déjà les autorités nouvelles avaient disparu. Heureusement le chef des forces mexicaines qui avaient repris possession de Jalapa, Diaz Miron, montra la plus grande modération; il proclama une amnistie entière et complète pour tout le monde, en invitant à rentrer dans leurs foyers tous ceux qui avaient fui dans la crainte d'être persécutés pour leurs opinions ou pour avoir accepté des emplois pendant l'occupation française.

Par suite de l'abandon de Jalapa, toute la ligne de Vera-Cruz à Perote, sur une longueur de 150 kilomètres, retombait au pouvoir des Mexicains. Des guérillas descendirent des montagnes escarpées et des forêts de la Huasteca pour se joindre aux bandes cachées dans les profonds ravins qui, du pic d'Orizaba et du *cofre* de Perote, se dirigent vers la mer, et elles acquirent, avec plus d'audace, de nouvelles facilités pour inquiéter nos convois.

Ces marches et contre-marches n'eurent pas lieu sans escarmouches, et sans que l'on fit, de part et d'autre, des prisonniers que l'on échangeait ensuite avec beaucoup de courtoisie. Ce fut ainsi qu'un nommé José-Antonio Perez, prisonnier mexicain du 4<sup>e</sup> escadron de Zacatecas, rentra à Puebla avec un laissez-passer français qui lui fut délivré à Quecholac. A Mexico, quelques prisonniers français furent mis en liberté et renvoyés au camp français après avoir reçu chacun vingt-cinq piastres pour leurs frais de route. C'étaient les nommés P. Clech, Leclerc, Charles, soldats au 19<sup>e</sup> de ligne, Joubert et Alain, soldats de l'infanterie de marine. Avant leur départ, on les fit signer une déclaration qui exprimait leurs sentiments de gratitude pour les soins dont on les avait entourés pendant leur détention; mais un certificat obtenu sans doute à force d'obsessions pouvait-il être valable?

Après l'abandon des places que nous venons d'énumérer, Perote et Orizaba se transformèrent en bases nouvelles d'opération. Ces deux points de l'espace des Cordillères qui longe la mer, étaient, pour employer le langage stratégique,

les rayons d'un cercle qui convergait vers Puebla, devenu l'objectif des plans du général en chef. Son rapport officiel établissait qu'après avoir quitté Perote, où il laissait une garde suffisante (1,500 hommes), le général Bazaine avait occupé Tepetitlan, se rapprochant ainsi de San-Andrés, pour opérer dans la direction de Nopaculacan, qui est sur la route d'Orizaba à Puebla.

Le général Bazaine, que le rapport faisait partir de Perote le 20 janvier et arriver à Tepetitlan le 23, avait donc eu à parcourir en quatre jours 60 kilomètres, se dirigeant par une vallée plus ou moins abrupte entre les hautes montagnes où sont situées Jalapa et Orizaba et un massif de forêts et de montagnes qui prendrait Tepeyahualco pour point culminant (2,390 mètres au-dessus du niveau de la mer).

Cette marche était sage et logique. Elle faisait cheminer la division Bazaine dans un pays nouveau, qui n'est point épuisé de réquisitions, et parfaitement à couvert par le massif de bois et de montagnes dont nous avons parlé plus haut, et dans lequel les guerillas mexicaines elles-mêmes ne se soucieraient point de s'engager. En une ou deux journées, cette division était complètement replacée dans la main du général en chef.

Un officier mandait de Quecholac, à la date du 24 janvier :

« Depuis que nous sommes arrivés sur le haut plateau de l'Anahuac, la santé des troupes s'est sensiblement améliorée. La gaieté est revenue avec l'abondance. Aucun fait remarquable qui mérite d'être signalé, si ce n'est que nous avons trouvé du maïs en grande quantité; c'est le temps de la récolte. Le blé est moins abondant, parce que les libéraux en avaient accaparé des masses pour approvisionner Puebla. On en avait caché dans des souterrains qui ont été découverts, et les propriétaires le vendent à l'armée, qui le leur paye en belles onces. La viande ne manque pas non plus, ni les pommes de terre, ni les légumes; la seule chose qui fasse défaut, c'est le vin, encore le remplace-t-on par le pulqué, liqueur blanchâtre extraite du cactus magnus, qui est la vigne du pays. Nous n'avons donc plus besoin de faire venir de la farine de Vera-Cruz, c'est au contraire l'Anahuac qui approvisionne Orizaba et Cordova.

« Les chariots sont exclusivement consacrés aux transports des munitions, opération toujours délicate à cause du grand nombre de troupes qui sont obligées de les escorter dans ces maudites terres chaudes. On annonce l'arrivée d'une centaine de chariots qui seront ici dans deux ou trois jours. Néanmoins on pense généralement que nous resterons encore au moins un mois à Quecholac.

« Dans tous les villages que nous avons traversés depuis Orizaba, on nous a reçus comme des sauveurs. On croit cette fois à une expédition sérieuse. On raconte des détails à faire frémir du brigandage des guérilleros.

« Partout où nous nous arrêtons, on organise de suite la police, la justice et la garde nationale. Les assassins sont arrêtés, envoyés à Orizaba pour être, dit-on, dirigés sur Cayenne. Ces sages mesures produisent les meilleurs effets. Des déserteurs de l'armée ennemie viennent presque tous les jours se rendre à nous; ils assurent que le typhus est à Puebla, et que les troupes de Juarez sont obligées de camper autour de la ville pour éviter la contagion. »

Une autre lettre, datée du 28 janvier de Quecholac, disait :

« Notre situation devient chaque jour meilleure; et, depuis notre installation sur ces plateaux, nous faisons une campagne plutôt administrative que militaire, qui profite singulièrement à l'armée.

« En arrivant à Quecholac, nous avons vu toutes les meules des moulins brisées. L'ennemi avait deviné que les moulins étaient la grosse question du moment, et que notre mouvement en avant était en partie commandé par la nécessité de trouver à moudre les grains que nous possédions. Ces grains deviennent d'autant plus abondants que nous approchons davantage de Puebla. A force de travail et de persévérance, notre brigade est parvenue, soit en réparant les meules brisées, soit en en faisant venir d'autres, non-seulement à subvenir largement à nos propres besoins, mais encore à mettre nos moulins à même de fournir, par mois, une réserve d'un million de quintaux de farine de blé ou de maïs.

« Le blé, quoi qu'on en dise, est assez rare dans ce pays, et cela se comprend: tout ce qui est Indien, au Mexique, ne mange que des tortilles, espèces de galettes faites avec du

maïs. Les familles aisées mangent seules du pain; et c'est la grande minorité. Du maïs donc, nous en avons plus qu'il n'en faut, et en composant la ration, moitié de farine de blé et moitié de farine de maïs, nous obtenons encore un pain de qualité saine et nourrissante.

« Somme toute, les moments actuels ne sont pas perdus; car nous assurons l'avenir de tout le corps expéditionnaire.

« La marche générale en avant ne peut maintenant plus tarder. Sans doute, au commencement de février, le grand quartier général, l'artillerie et la 1<sup>re</sup> division, et le reste de la nôtre seront campés sur ce plateau. Si nos prévisions se réalisent, nous aurons probablement pris Puebla quand le courrier actuel sera parvenu en France.

L'ennemi cependant se maintient dans Puebla. Sa cavalerie est à cinq lieues de nous; sauf quelques rares escarmouches, dans lesquelles nous avons sans peine le dessus, on peut dire qu'il ose moins que jamais nous attaquer. La démoralisation est grande dans ses rangs: des bataillons entiers désertent avec armes et bagages, pour rentrer dans leurs foyers; quelques-uns même viennent rejoindre les troupes de notre allié Marquez, qui de 3,600 hommes sont maintenant montées jusqu'à 6,000.

« Le courrier que nous enverrons dans quinze jours n'aura probablement pas encore grand intérêt de nouveauté. Mais le suivant devra vous apprendre ou la prise de la ville, ou les opérations qui y conduiront définitivement.

« Le dernier courrier que nous avons reçu de France, sous la date du 30 novembre, nous a apporté le numéro du *Moniteur* qui contenait, avec une lettre flatteuse du ministre de la guerre, l'historique des travaux de notre premier corps expéditionnaire au Mexique. Cette justice, noblement rendue à qui de droit, a produit une sensation profonde parmi les soldats de la première colonne, et sera un encouragement pour tous. »

Le jour même où cette correspondance était écrite, le 28 janvier, un convoi composé de 11 voitures et 42 mulets, escorté par 41 tirailleurs algériens du 3<sup>e</sup> régiment commandés par le lieutenant Mohamed-bou-Neb, de 28 chasseurs d'Afrique du 3<sup>e</sup> régiment commandés par le sous-lieutenant Jeantet, de 22 artilleurs et de 11 soldats de différents corps, partis de Soledad à huit heures du matin, fut attaqué à 6 kilomètres de Palo Verde par un corps d'infanterie mexicaine embusqué dans de fortes broussailles bordant la route. L'avant-garde reçut tout à coup une très-vive fusillade. Les chasseurs firent face à cette attaque, et ils commençaient à riposter quand ils furent aussitôt chargés par 150 cavaliers. Ils n'eurent que le temps de mettre le sabre à la main et de charger eux-mêmes l'ennemi, soutenus par 17 tirailleurs amenés en toute hâte de l'arrière-garde par leur lieutenant. Après une mêlée très-chaude, la cavalerie ennemie fut vigoureusement repoussée et mise en fuite.

Pendant ce temps, les soldats de l'escorte échangeaient un feu très-vif avec l'infanterie mexicaine, qui essayait d'arriver jusqu'aux voitures. La plus grande partie des forces de l'ennemi tournait le convoi et tombait sur l'arrière-garde, mais le lieutenant de tirailleurs et le sous-lieutenant de chasseurs, arrivant l'un à droite, l'autre à gauche, repoussèrent l'ennemi et lui firent éprouver des pertes sensibles.

Le convoi put continuer sa marche pendant une demi-heure, malgré les coups de fusil de l'infanterie mexicaine; mais arrivé à 4 kilomètres de Palo-Verde, dans un endroit où la route est dominée de chaque côté par des mamelons escarpés, l'ennemi apparut de nouveau, massé de manière à tomber sur le convoi pour le couper. Les tirailleurs et les chasseurs d'Afrique partirent aussitôt et enlevèrent la position à la charge. La fusillade continuant, les mules attelées ne pouvaient avancer; d'un autre côté, la nuit approchait et les munitions s'épuisaient. Le sous-lieutenant des chasseurs dut par prudence envoyer demander un renfort de cavalerie et de munitions à Soledad. Après une heure de fusillade, l'ennemi, apercevant le courrier d'Orizaba à Palo-Verde, se retira, et aussitôt après l'arrivée des renforts, le convoi se remit en route et arriva à Palo-Verde sans avoir été attaqué de nouveau.

Les Français eurent dans ces combats 3 hommes tués et 2 blessés. Parmi ces derniers se trouvait le brigadier Michel, du 3<sup>e</sup> chasseurs, qui, dans le combat de Tampico, avait fait prisonnier le chef Chino Gonzales.

Les pertes de l'ennemi ne peuvent être indiquées d'une manière exacte. Cinq hommes tués restèrent sur le champ de



bataille et un grand nombre de blessés plus ou moins grièvement se traînaient dans les broussailles.

Pendant la charge et en poursuivant l'ennemi, le maréchal-des-logis Mignot fut pris par le cou à un arbre où il resta un instant suspendu, et son cheval partit à l'ennemi avec tous les effets de ce sous-officier.

Tout le monde fit parfaitement son devoir, les tirailleurs et les chasseurs rivalisèrent de courage. Ceux qui se distinguèrent particulièrement sont : le maréchal-des-logis Mignot, déjà cité à l'ordre de l'armée pour l'affaire de Tampico, qui combattit avec son courage habituel, prit un autre cheval après la perte du sien, malgré des contusions assez graves, et contribua beaucoup au succès de la journée; le brigadier Michel qui fut blessé d'un coup de lance; le trompette Legru et les chasseurs Fayot et Pierredon.

Par suite du rapport que lui fit le sous-lieutenant Jeantet, le général en chef publia l'ordre suivant :

« L'un de nos convois ayant été attaqué le 28 janvier, du côté de Palo-Verde, la faible escorte qui l'accompagnait, composée d'un peloton du 3<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique, d'un détachement de tirailleurs algériens et de quelques hommes isolés appartenant à différents corps, a fait bonne contenance devant un corps assez considérable de Mexicains et a préservé le convoi de graves accidents. Le peloton de chasseurs a chargé l'ennemi avec une extrême vigueur, et le maréchal-des-logis Mignot a été signalé en particulier au général en chef pour l'énergie et la bravoure hors ligne que ce sous-officier a montrées en cette circonstance. Le général en chef, heureux de récompenser le vrai courage, accorde la médaille militaire au maréchal-des-logis Mignot.

« Au quartier général à Orizaba, le 6 février 1863.

« Le général de division commandant en chef,  
FOREY. »

Le 29 janvier, nos deux divisions d'infanterie, l'artillerie et la cavalerie se massaient en avant, autour de Quécholac et de Palmar, qui ne sont qu'à quarante-cinq kilomètres environ de Puebla. Ces deux localités étaient assurées contre les surprises par des fossés et des parapets; précautions d'autant plus nécessaires qu'elles servaient de relais militaires et recevaient le parc de siège, les batteries de réserve, enfin les immenses approvisionnements de toute nature où l'armée devait puiser ses moyens d'action.

De son côté, le gouvernement de Juarez faisait ses préparatifs de défense; à la fin de janvier une division forte de six mille hommes se détacha de l'armée mexicaine d'Orient afin de combiner ses mouvements avec ceux l'armée d'Ortega. Le 2 février le commandant en chef Comonfort était à San-Martin, où il se mit en rapport avec Ortega; il amenait une quinzaine de canons rayés et son but n'était pas de se jeter dans la place qui était assez abondamment pourvue d'hommes et où commençaient à se déclarer les maladies ordinairement produites par l'encombrement.

Le corps d'armée de Comonfort devait s'augmenter de trois mille soldats d'élite et rester comme à cheval entre Mexico et Puebla, soit pour inquiéter l'armée assiégeante, soit pour surveiller tout mouvement partiel qui pourrait être tenté vers la capitale.

Privé de la perception des droits de douane à la Vera-Cruz, qui produisaient un revenu d'environ cinq millions de piastres, le gouvernement de Mexico avait porté à 10 p. 100 le droit de quinto et d'essayage sur l'argent qui n'était que de 3 p. 100, et imposé un nouveau subside de guerre sur les habitants les plus aisés de la capitale. Désespérant de vaincre, il voulait chercher à jeter de l'incertitude dans les rangs des soldats français par des proclamations qui prouvaient qu'il ne les connaissait pas. Le général Alatorre, commandant en chef de la 4<sup>e</sup> division de l'armée d'Orient, était venu se poster au village de Los Reyes, tout près de nos lignes avancées, et avait lancé, le 16 janvier, une proclamation écrite en français. Il y disait, entre autres choses : « La France apporte le fléau d'une guerre injuste à ce pays libre, qui n'a commis d'autre crime que celui d'avoir prodigué ses sympathies à tous les Français qui sont venus s'y établir, et d'avoir voulu suivre le glorieux exemple que votre patrie a donné au monde entier par sa révolution de 1789. » Il termine par ces mots : « Soldats français ! il est impossible que le cri de *Vive la liberté!* ne trouve point d'écho dans vos cœurs. »

Les plus énergiques efforts étaient dirigés contre les guerillas qui secondaient les Français. Ximenez Mendizabal, surpris au rancho de Totola, près de Huejotzingo, avec son aide-de-camp Torrescano, avaient été fusillés le 8 janvier. La guerrilla de Mejia, une des plus redoutables aux troupes de Juarez, était poursuivie avec acharnement. Ce pays montagneux, où il s'était retranché, était cerné, d'un côté, par le général Alcázar, qui avait remplacé le général Artéaga comme gouverneur de l'État de Querétaro; de l'autre, par Sostenes Escandon, ancien gouverneur de l'État de San-Luiz-Potosi, et enfin par le gouverneur Garza, de Tamaulipas. Ces trois chefs disposaient de forces relativement considérables et se préparaient à faire une véritable bataille.

## CHAPITRE XXIII

Discussion de l'adresse au Sénat. — Accusations de M. le marquis de Boissy contre l'Angleterre. — Discours de M. le général Husson. — Quelques mots de M. de Forcade la Roquette. — Adoption du paragraphe.

Dans cette expédition, une des plus lointaines qu'elle eût entreprises, la France suivait ses enfants avec un profond intérêt qui ne pouvait manquer de se traduire dans les délibérations des grands corps de l'État. Les brillantes luttes oratoires, que nous avons reproduites, n'avaient pas épuisé la question, qui reparut au Sénat, le 29 janvier 1863, dans la discussion de l'adresse.

Le paragraphe 6 du projet était conçu en ces termes :

« Sans doute, parmi les trois expéditions lointaines qu'accompagnaient les vœux du pays et qu'envisage avec espoir l'avenir de la civilisation, celle du Mexique a été, au moment de la retraite des deux puissances nos auxiliaires, l'objet d'une attente perplexité.

« Aujourd'hui, il ne reste plus qu'à marcher en avant, et nous nous confions à notre héroïque armée.

« Quand le drapeau est en face de l'ennemi, quand nos braves soldats ont les regards tournés vers les encouragements de la patrie, il n'y a pas d'autre politique pour un corps déliant que de leur envoyer des témoignages de son admiration. »

M. le marquis de Boissy, dont l'antipathie pour la Grande-Bretagne est bien connue, s'exprima ainsi :

« Je prends encore la parole, car il n'y a pas de mal, je crois, à ce qu'il y ait une discussion d'une heure ou deux sur l'adresse (*On rit.*) J'approuve sans réserve les termes et l'esprit du projet d'adresse. Je ne ferai qu'une seule observation sur le paragraphe 6 : c'est que la commission s'est montrée trop polie, c'est qu'elle a caché sa pensée sous des expressions qui ne la rendent pas complètement et qui choqueront l'esprit national en France.

La commission a parlé de la retraite des deux puissances nos auxiliaires au Mexique. Eh bien, cette expression de retraite est une inexactitude. Il y a eu désertion devant l'ennemi, il y a eu trahison de la part de l'une des puissances alliées (*Murmures*) ; et, messieurs, cette trahison a été telle que lorsqu'on a obtenu du général espagnol, je ne sais trop par quels moyens, qu'il nous abandonnât, qu'il nous trahit, l'Angleterre craignait tellement que la valeureuse armée espagnole refusât de suivre son chef dans sa défection qu'elle a proposé ses vaisseaux pour transporter les soldats de l'Espagne à Cuba.

L'expression dont on s'est servi est donc inexacte ; je proteste contre elle ; elle ne sera pas approuvée en France et ne saurait être expliquée. Il est certain qu'il y a eu trahison ; car l'Angleterre espérait que nous subirions, par suite de sa conduite, une grande perte en hommes et en argent. Et, pour en profiter, elle préparait ses fameux moyens de défense, qui ne sont en réalité que des moyens d'attaque. Son but a été en tout temps le même. Souvenez-vous de 1814 et de 1815, et consultez M. Thiers.

Cette opinion s'est toujours maintenue chez nos voisins, que la France et l'Angleterre sont deux puissances qui ne peuvent coexister. (*Rires et murmures.*) Si je suis ridicule, on rira ; si je me trompe, on me répondra ; mais je ne crois pas me tromper. L'Angleterre a toujours travaillé à notre affaiblissement ; de là sa dernière trahison. Voilà pourquoi je trouve l'expression de la commission inexacte et beaucoup trop polie.

Parmi ces moyens d'attaque que prépare l'Angleterre, il y

en a un auquel j'applaudis de tout mon cœur : c'est l'institution des volontaires. Pourquoi ? C'est que c'est un moyen révolutionnaire. On dit que les Anglais respectent la loi. Non, ils respectent les dragons. Pourquoi ? Parce qu'en Angleterre personne n'a servi. Quand l'instruction des volontaires aura habitué tout le monde au maniement des armes, le peuple n'aura plus peur des dragons, et vous verrez ce que deviendra la loi.

Je déteste la révolution, mais je l'aime, je la désire en Angleterre. (*Rires.*) Si l'Angleterre favorise la révolution partout, c'est qu'elle ne la redoute pas chez elle. Grâce aux volontaires, elle l'aura bientôt, et ce sera pour moi un jour de bonheur ! (*Nouveaux rires.*)

M. le général Husson demanda à présenter quelques explications.

« Messieurs, dit-il, l'expédition du Mexique est une affaire considérable dont on se préoccupe fortement ailleurs même que dans les hautes régions. Dans la masse du peuple on se demande la cause de cette guerre, on se demande si elle justifie les dépenses et les sacrifices auxquels elle nous entraîne ; sacrifices considérables sans doute, mais qu'on a beaucoup exagérés dans une partie du public. C'est pour répondre à l'anxiété qui s'est manifestée, dit l'honorable orateur, c'est pour donner quelques explications à ce sujet, et pour affirmer mon approbation de la conduite du gouvernement, que j'ai pris la parole.

Je regrette les dépenses auxquelles nous sommes obligés ; je déplore les souffrances de notre brave armée, sous ce drapeau, glorieuse et éclatante image de la patrie, qu'elle porte si bravement. (*Approbation.*) Mais une grande nation a quelquefois de tristes nécessités à subir dans l'intérêt de son honneur et de sa puissance.

Que s'est-il passé au Mexique ?

Les traités y ont été méconnus ; on y a insulté, emprisonné nos nationaux, les violences commises contre eux n'ont pas été punies ; ils ont été enfin l'objet de spoliations nombreuses. Une telle conduite imposait au gouvernement le devoir de faire entendre la voix de la France, la voix de l'Empereur. On avait fait preuve au Mexique de longanimité ; le temps était venu de faire preuve de vigueur et de résolution.

L'Espagne et l'Angleterre ont voulu faire cause commune avec nous ; mais, je l'avoue, cette triple alliance ne m'a inspiré tout d'abord qu'une médiocre confiance. (*Léger mouvement.*) Peut-être est-ce la conviction obstinée d'un ancien prisonnier des pontons anglais qui croit que l'Angleterre de 1863 reste la même que celle de 1814.

L'Angleterre nous a bientôt abandonnés, et l'Espagne l'a suivie. Pourquoi cela ? Le gouvernement anglais a trouvé l'Empereur trop exigeant de demander douze millions de piastres au Mexique, bien qu'il réclamât lui-même seize millions de piastres pour l'Angleterre.

D'un autre côté, M. le comte de Reus, sans beaucoup expliquer sa conduite, a beaucoup parlé de sa lame de Tolède... (*On rit.*) Je regrette qu'il l'ait remise au fourreau avant d'avoir vengé les justes griefs que l'Espagne peut reprocher depuis si longtemps au Mexique. (*Nouveaux rires.*) Du reste, le tyran mexicain a vu briller l'épée de Magenta et de Solferino, il a entendu l'écho de ce canon que l'amiral Baudin fit retentir à Saint-Jean-d'Ulloa, et la France aura bientôt obtenu une juste satisfaction. (*Très-bien!*)

En terminant, j'ajouterais que j'eusse désiré que la commission du Sénat, pour exprimer plus explicitement son approbation de l'expédition du Mexique, eût ajouté au texte du projet d'adresse un paragraphe qui aurait pu être ainsi conçu : « La France se devait à elle-même de poursuivre l'accomplissement des réparations légitimes que le gouvernement de l'Empereur avait demandées au Mexique. »

M. de Forcade la Roquette réfuta les deux orateurs en disant :

« Je regretterais que les paroles de M. le marquis de Boissy et de M. le général Husson ne fussent pas, devant le Sénat, l'objet d'une énergique protestation. Je ne m'explique pas surtout la persistance de M. le marquis de Boissy à réveiller des passions qu'il est de notre honneur de laisser dans l'oubli. (*Approbation.*)

Ces sentiments ne sont pas ceux du sénat, ne sont pas ceux du pays. Les sentiments du pays ont été exprimés d'une façon trop élevée et trop éclatante par l'Empereur, pour que je veuille y insister ici. C'est avec ce langage seul qu'il faut répondre à

des passions qui ne sont plus de notre temps. (*Assentiment.*)

Il n'est pas vrai, comme le disait M. le marquis de Boissy, que la France et l'Angleterre ne puissent coexister l'une à côté de l'autre ; au contraire, leur coexistence répond à des idées différentes et fait l'honneur de la civilisation. L'Angleterre représente surtout la liberté, à laquelle elle est plus façonnée que nous ; et la France, elle, représente l'égalité qui manque à l'Angleterre. La représentation de cette double idée est nécessaire à la fois à la grandeur des deux pays et au progrès de la civilisation. (*Très-bien.*)

Le paragraphe 6 fut mis aux voix et adopté sans autres observations.

## CHAPITRE XXIV

Discussion de l'adresse au Corps législatif. — Amendement proposé. — Rejet. — Détails sur les opérations de l'armée. — Le Mexique et les États-Unis. — Lettre écrite de Quecholac.

La discussion fut plus longue et plus concluante au Corps législatif. Un amendement proposé par MM. J. Favre, Hénon, Darimon, E. Picard, E. Ollivier, portait :

« Nous admirons l'héroïsme de nos soldats combattant au Mexique sous un climat meurtrier et nous leur envoyons nos vœux les plus sympathiques. Mais le soin de l'honneur national ne dispense pas une assemblée politique de juger une entreprise dont elle peut aujourd'hui connaître les causes et prévoir les suites.

« Les forces de la France ne doivent pas être témérairement engagées dans des expéditions mal définies, aventureuses, et ni nos principes ni nos intérêts ne nous conseillent d'aller voir quel gouvernement désire le peuple mexicain. »

Développé avec talent par MM. Picard et Favre, combattu par M. le baron David et par M. Billault, cet amendement n'eut pour lui que ses auteurs, et les paragraphes 3 et 4 du projet d'adresse furent adoptés en ces termes :

« V. M. avait concerté l'expédition du Mexique avec deux grandes puissances dont la coopération aurait eu, sans nul doute, pour effet de diminuer les efforts de la France. Resté seul pour suivre une satisfaction nécessaire, vous avez eu raison de penser et de dire que le Corps législatif n'hésiterait pas à vous seconder.

« Nous espérons la fin heureuse et prochaine de cette guerre dans laquelle notre armée et notre marine donnent de nouvelles preuves de leur constance et de leur courage, et nous souhaitons qu'il en puisse sortir librement un gouvernement stable respectant les lois et les traités, et demeurant l'allié de la France. »

Que prouvait le vote presque unanime du Corps législatif ? C'est qu'à l'approche d'une heure décisive, il ne fallait ni affaiblir l'autorité morale du gouvernement français, ni décourager les troupes.

Au commencement de février, les Mexicains avaient, suivant les renseignements officiels, 35,000 hommes à Puebla qu'ils appelaient le Sébastopol mexicain ; 10,000 entre cette ville et Mexico ; 12,000 dans la capitale ; 8,000 à Querétaro, 12,000 à Guerrero. Ces troupes manquaient d'armes, et s'en procuraient difficilement. Les autorités des États-Unis avaient refusé l'autorisation d'en embarquer un convoi. Le ministre du Mexique à Washington se plaignit, en demandant pourquoi le gouvernement américain empêchait le libre commerce des armes achetées pour le compte du gouvernement de Juarez, tandis qu'il avait permis l'envoi de mules et de chariots au corps expéditionnaire français.

M. Seward répondit, le 23 janvier, qu'il ne reconnaissait pas l'état de guerre existant entre le Mexique et les signataires du traité de Londres, parce qu'il n'a été fait aucune déclaration de guerre. Les États-Unis ne pouvaient pas conséquemment régler leur conduite d'après les lois neutres, mais la défense d'exportation des armes s'appliquait à toutes les nations et s'expliquait par les besoins militaires du moment aux États-Unis.

On comptait d'ailleurs, dans la grande république américaine, bon nombre de partisans de Juarez, qui, après avoir raconté de prétendues victoires des Français, racontaient avec encore plus d'insistance de prétendues défaites. Le *Courrier des États-Unis* confondit ces fabricateurs de nouvelles en leur